

Offrir les meilleurs conseils aux exportateurs

Algérie conseil export (ACE) est une association nationale, professionnelle constituée d'experts, conseillers et de formateurs qui s'engagent à dynamiser et à aider à rendre performantes les entreprises algériennes désireuses de se lancer à l'international. L'A.C.E, née en juin 2013, ambitionne de regrouper le corps des conseillers et de formateurs, donc une expertise diversifiée dans différents métiers de l'export pour devenir un partenaire privilégié dans l'accompagnement et la mise en œuvre de la politique de l'export en Algérie. D'autres objectifs ont été le leitmotiv dans la création de cette organisation. Il s'agit d'être un partenaire stratégique dans la mise en œuvre de la politique export en Algérie, d'aider au développement et au renforcement des capacités de nos entreprises à l'international et de participer à la mise en place d'une charte nationale de l'exportation. Interlocuteur de proximité, l'association se charge également d'encadrer et de former les principaux acteurs des entreprises exportatrices, de participer aux différentes manifestations dans le domaine de l'export, d'organiser des portes ouvertes pour la sensibilisation à l'export et de créer des cellules de réflexion avec d'autres partenaires sur la réglementation dans le domaine de l'exportation.

ACE sera le partenaire de tous les opérateurs économiques qui voudront booster les exportations hors hydrocarbures. L'association



se donne pour mission d'offrir les meilleurs conseils aux exportateurs, mandants et partenaires qui nous font confiance, en matière d'appui et développement à l'international à forte valeur ajoutée. Nous

nous appuyons pour cela sur une équipe solide, experte et proactive et sur une volonté commune de création de valeur constante, de progrès, de performance et d'innovation.

C. A.

DZEntreprise - N°20 | Juin 2014 • 51

SMAIL LALMAS, PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION NATIONALE
« ALGÉRIE CONSEIL EXPORT » ACE À DZENTREPRISE :

« *Définir clairement le rôle
des pouvoirs publics* »

Dans cet entretien, le président de l'ACE tente de donner un aperçu sur la situation actuelle de la production nationale hors hydrocarbures. Pour lui, il y a certes des programmes ambitieux d'investissement pour rattraper le retard en matière de construction et de modernisation des infrastructures, mais il estime qu'il faut accompagner ces derniers par un programme économique tourné vers le développement et la promotion de la production nationale de biens et de services, dans le contexte d'une économie ouverte.

Plusieurs mesures ont été prises ces derniers temps pour booster la production locale. En tant que Président de l'association des conseillers à l'export « ACE », comment évaluez-vous ces mesures?

Les statistiques fournissent des bases solides pour le diagnostic de la situation du développement et permettent de mesurer l'efficacité des politiques mises en œuvre. Malheureusement, l'Algérie n'a toujours pas les moyens de produire, d'analyser et de faire usage de la variété des statistiques, de la qualité requise pour soutenir un développement réel. Conséquence, l'élaboration et l'efficacité des stratégies en pâtissent.

Pour répondre à votre question, je vais me référer aux constats de quelques experts de l'ACE, de la réalité du terrain et de quelques écrits spécialisés.

Très souvent donc, le gouvernement intervient par des mesures incitatives pour booster ou relancer la production nationale et mettre en place une offre abondante qui va se substituer à l'importation, en même temps, nous constatons que cela se fait de façon conjoncturelle sans pour autant répondre à une logique ou une stratégie à terme bien définie, c'est ce qui explique d'ailleurs l'échec de l'action gouvernementale..

Comment ?

Le développement de la production nationale est un objectif assigné à tous les acteurs économiques, aussi bien les entreprises que les banques et les institutions de régulation et d'encadrement. L'explosion, par ailleurs, de la facture des importations, qui a atteint 55 milliards de dollars en 2013, est un signal très fort pour justement prendre au sérieux ce sujet et en faire une priorité nationale.

Le dispositif d'encouragement offre de nombreux avantages, en matière de financement, de fiscalité et de droits de douane, de réalisation d'infrastructures, de concession de terrains, dans la phase de création ou d'extension d'activité, accompagnés de programmes de soutien public à la mise à niveau des entreprises.

D'autres mesures ont été mises en place, depuis quelques années, pour freiner les importations de produits, surtout ceux destinés à la revente en l'état, pour protéger la production nationale, mais sans réel succès, le constat est là, échec de la politique de relance de la production nationale de l'avis de tous les experts.

Pensez-vous que ces mesures auront des résultats sur le terrain?

Chaque année ramène son lot de mesures, sans pour autant voir une quelconque amélioration pour la simple raison que, très souvent, ces mesures sont prises sans consultations, ni concertations



avec les acteurs économiques en général.

Si l'on peut comprendre que, jusque-là, les initiatives menées par les pouvoirs publics en matière de dialogue économique ont été orientées surtout vers des préoccupations de court terme (pour apaiser la sphère sociale dans un contexte économique

national difficile), la conjoncture exceptionnellement favorable, que connaît notre pays au cours des dernières années, ouvre une perspective nouvelle, celle de pouvoir engager sérieusement des réformes ambitieuses pour une relance du développement économique national à long terme.

Pourtant des efforts ont été faits en matière d'investissement !

Les programmes ambitieux d'investissement, mis en chantier les 15 dernières années pour rattraper le retard en matière de construction et de modernisation des infrastructures, sont certes utiles, mais il est tout à fait vital qu'ils soient accompagnés par un programme économique tourné vers le développement et la promotion de la production nationale de biens et de services, dans le contexte d'une économie ouverte, il faut de la création de richesses.

Comment à votre avis ?

Pour cela, il faut définir clairement le rôle que les pouvoirs publics veulent bien réserver à l'entreprise algérienne en général et des moyens à réunir pour en faire un acteur essentiel du développement économique nationale.

Des progrès sont enregistrés dans de nombreux domaines, il n'en demeure pas moins que, pour l'entreprise, l'environnement économique est un ensemble solidaire, exhaustif, à l'intérieur duquel elle doit fonctionner et évoluer par conséquent toute rupture de la cohérence de cet ensemble est un surcoût qui pénalise ses performances et sa compétitivité. Le problème de toutes les réformes indispensables que notre pays doit s'attacher à mener à bien pour se mettre sur la voie d'une croissance plus saine, plus forte et plus durable, reste entièrement posé. Il convient d'insister fortement sur l'impératif absolu qui s'impose à notre pays et à sa politique économique, celui d'avoir à résoudre la contrainte lourde de la dépendance externe, ou tout au moins à en desserrer l'étreinte dans les meilleurs délais.

La dernière tripartite a été consacrée à ce sujet, sachant que vous avez pris part à cet important rendez-vous, quelles sont les principales propositions que vous avez faites dans ce sens ?

L'ACE a effectivement participé à la commission en charge de la question relative à la promotion des exportations

hors hydrocarbures de la 15ème tripartite, et partant du constat selon lequel les entreprises considèrent que le dispositif est illisible, complexe, qu'il n'y a pas d'interlocuteur unique capable d'orienter les PME et TPE, notre association Algérie Conseil Export a fait un certain nombre de propositions dont la création d'un ministère du commerce extérieur avec comme première action, faire un état des lieux de l'export en Algérie et qui, bien sûr, aura pour mission de préparer et mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière de commerce extérieur. Il sera chargé de mettre en place les mesures propres à stimuler l'expansion économique hors de nos frontières, à assurer le développement des échanges extérieurs, à soutenir et accompagner le développement international des entreprises algériennes, en parfaite coordination avec les différents autres ministères.

Vous avez également appelé à la création de « comptoirs Algérie », de quoi s'agit-il ?

Il a été question, dans nos propositions, de la création de « comptoirs Algérie » à l'international (pays ciblés) regroupant virtuellement puis physiquement notre offre exportable, du rôle de notre diplomatie et de certaines institutions comme l'ANDPME dans l'effort de promotion des exportations HH en Algérie. Je tiens aussi à vous dire que la contre-performance des secteurs hors hydrocarbures sur le marché international est imputée à la difficulté que rencontrent les PME pour grandir suffisamment ou s'organiser pour gagner en compétitivité à l'international, mais également à la culture entrepreneuriale des chefs d'entreprises qui ne conduit pas spontanément les PME à se projeter à l'international.

Comment évaluez-vous actuellement le développement de la production locale ?

La production nationale a du mal à décoller et s'affirmer à cause de l'invasion de notre marché par des produits de la concurrence internationale, cela est valable pour tous les secteurs. Nous importons pratiquement tout, médicament, lait, produit

agricole, alimentation, matériaux de construction, les services... etc. Une décennie de dépenses publiques, sans précédent dans l'histoire économique du pays, a montré que les énormes investissements de l'Etat n'ont pas pu conduire à un taux de croissance annuel de 5%. On tourne, bon an, mal an, entre 2% et 3% de croissance, un seuil trop insuffisant. L'Algérie pourrait être un grand pays émergent avec un revenu par habitant beaucoup plus élevé qu'aujourd'hui. Elle pourrait rejoindre ce peloton constitué notamment de la Chine, de l'Inde, du Brésil dont la croissance a dépassé les 7%.

Et pour ce faire ! ?

Il convient de placer l'entreprise comme moteur principal de la croissance économique, à travers de multiples facilitations et un climat des affaires beaucoup plus favorable à la création de richesses et d'emplois. Plusieurs chantiers doivent être simultanément ouverts : en particulier débureaucratiser l'administration qui bloque aujourd'hui les actes d'investissement et de production ; améliorer la qualité de l'enseignement scolaire et universitaire, formation de l'encadrement des entreprises ; créer une structure au plus haut niveau de l'Etat formée de cadres et d'économistes très compétents chargée de conduire ces changements, de suivre leur application sur le terrain et surtout de garantir le succès de ces opérations.

Quels sont, à votre avis, les secteurs les plus porteurs sur lesquels l'Algérie pourrait compter pour diminuer sa dépendance des hydrocarbures ?

Certains think tanks estiment qu'avant 2023, l'Algérie n'aura plus de pétrole à exporter. Ces résultats sont corroborés par des études menées par l'OPAEP et confirmés par certains de nos spécialistes. 2023 c'est demain, Ceci est dramatique pour la viabilité de la Nation algérienne. Il faut libérer l'économie algérienne de sa dépendance aux hydrocarbures. La diversification économique en Algérie, nécessaire au développement du pays, peine à s'affirmer. En dépit des

investissements effectués, la croissance hors hydrocarbures n'impose toujours pas son processus.

« La prospérité publique est semblable à un arbre : l'agriculture en est la racine, l'industrie et le commerce en sont les branches et les feuilles ; si la racine vient à souffrir, les feuilles tombent, les branches se détachent et l'arbre meurt », disait Jules Méline.....

Tous s'accordent à dire que l'exportation est vitale pour l'entreprise et pour l'économie nationale, et qu'il faut la mettre sur rail .

L'économie nationale continue d'évoluer autour d'un centre de gravité : le pétrole, ressource non renouvelable. C'est un fait. Et cela n'a pas changé parce que le pays n'arrive pas à s'engager dans l'édification d'une véritable économie de substitution aux hydrocarbures. Les politiques économiques se ressemblent, aucune d'entre elles n'ayant réussi à donner de la consistance à la production nationale et aux exportations hors hydrocarbures. Cette citation de Jules Méline est plus que jamais d'actualité pour notre pays, si on se réfère à la situation des deux secteurs-clés pour la croissance et le développement des exportations notamment l'industrie et l'agriculture, deux secteurs que l'état doit accompagner pour le renforcement en matière de compétitivité et l'aide à l'intégration dans les espaces économiques mondiaux.

Mais qu'en est-il de l'export ?

Il faut comprendre, une fois pour toutes, que l'export représente un enjeu socioéconomique important pour l'Algérie. D'une manière générale, l'exportation est une nécessité vitale pour l'entreprise et l'Etat, c'est un certificat de bonne santé et un vecteur de développement économique et un facteur de dynamisme pour les entreprises.

Faisons des exportations hors hydrocarbures, et donc du développement de la production nationale, le nouveau challenge de l'Algérie à relever, en se regroupant tous, autour d'une nouvelle équipe gouvernementale jeune, dynamique et compétente pour réussir ce défi vital pour la pérennité de notre nation.

Entretien réalisé par Chahra Aïd